REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL / N°75. JUIL 1980 / 3ff. / 30fb. / 2fs. / 0.70 cts. can.

DANS LE CHAOS CAPITALISTE SE DESSINE PEU A PEU L'ALTERNATIVE REVOLUTIONNAIRE

AINSI CE PROBLEME EN APPARENCE SI SIMPLE, SI NET ET PUREMENT MECANIQUE : LE RENVERSEMENT DE L'ABSOLUTISME, EXIGE TOUTE UNE LONGUE SERIE D'OPERATIONS SOCIALES, LABOURANT JUSQU'EN SON FOND LE SOL SOCIAL, AMENANT VERS LE HAUT CE QUI EST EN BAS, VERS LE BAS CE QUI EST EN HAUT, TRANSFORMANT "L'ORDRE" APPARENT EN CHAOS, ET TIRANT DU CHAOS "ANARCHIQUE" EN APPARENCE UN ORDRE NOUVEAU.

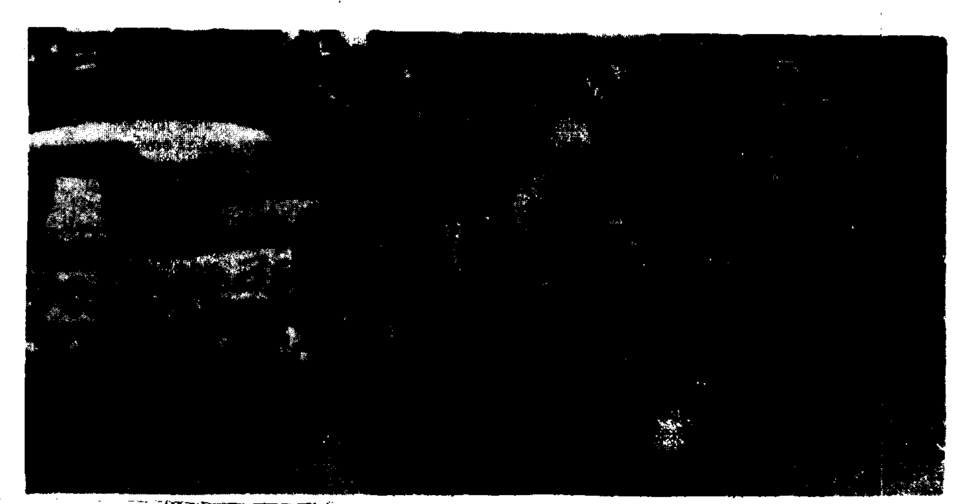
(Rosa Luxembourg, "Grève de masses, parti et syndicats".)

●Années 80, années de la vérité. Années cruciales où les forces conservatrices et les forces régénérantes de la société auront à s'affronter pour décider de l'enjeu implacable : ou bien une troisième guerre impérialiste mondiale, ou bien la perspective de la révolution communiste.

Déjà les termes de cet enjeu sont posés dans la clarté de faits et de situations dont la bourgeoisie a de moins en moins les ressources, comme hier, de travestir la réalité. La crise économique loin de se résorber, développe sa spirale ravageuse : les "miracles" brésilien ou coréen s'écroulent avec le fracas impitoyable des mythes. Aujourd'hui ce sont les suprêmes piliers de l'édifice mondial capitaliste qui sont ébranlés sur leur base, USA, Japon, RFA, Suède, tandis que les pays les plus faibles ne sont plus que des cadavres économiques.

Le capitalisme, c'est maintenant le déferlement de la barbarie : la famine menace de rayer des vivants des populations à l'échelle de continents : Cambodge, Ouganda, Somalie, Tchad. Des foules innombrables d'indochinois, de cubains, d'haïtiens, etc, fuyant des pays où ils ne peuvent plus vivre, errent sur les mers, dans les jungles ou les déserts en désespoir de trouver une terre "libre" et "accueillante", mourant devant les portes qui ne peuvent plus s'ouvrir à eux. Des millions et des millions de travailleurs sont étranglés par la misère de par le monde, exténués sous le renforcement et la militarisation de l'exploitation. Et par-dessus toute cette horreur, s'enfle et s'étend le spectre de la guerre qui est la nature profonde du capitalisme décadent : massacres impérialistes, en Afghanistan, en Ethiopie, redoublant ceux d'Indochine et d'Afrique, course infernale aux armements,

suite p.5



FACE AUX INSURGES DE KWANGJU : UNE DURE REPRESSION, [illegible] SAPÉ DANS SES FONDEMENTS PAR LA MISE EN MOUVEMENT DE TOUTES LES COUCHES DE LA POPULATION FACE A L'AGGRAVATION DE LA CRISE DU CAPITALISME.

JOURNEES D'ACTION : UNE IMPASSE POUR LES OUVRIERS

●Quoi de plus creux, de plus ennuyeux et de plus vide de tout contenu combatif que ces "journées d'action" que les syndicats font déferler les unes derrière les autres, pratiquement chaque semaine sur des thèmes différents, déplaçant toujours les mêmes troupes et quelques autres éléments qui, vite écoeurés, se détournent au bout d'une manifestation ou deux en jurant bien qu'on ne les y reprendra plus ?

Il n'y a guère que les informations radio-télévisées du soir ou les journaux du lendemain pour affirmer qu'il s'est passé "quelque chose" et que les dirigeants syndicaux ont fait "des déclarations fracassantes".

Dans la réalité quotidienne, les "journées d'action" syndicales se succèdent et rien ne change : il n'y a ni recul, ni changement d'attitude de la bourgeoisie ; encore plus difficile serait d'y déceler le moindre pas en avant des luttes ouvrières. Cela, personne ne peut le nier.

Mais peut-on concevoir de "grandes victoires" ou de "riposte générale ouvrière", comme le prétendent les syndicats en ces occasions, qui ne bouleversent rien du tout dans l'ordre social !

Peut-on alors, comme les organisations gauchistes de tout poil ne manquent jamais de le faire, reprocher aux syndicats "l'inaction", "la passivité" de ces prétendues "actions". Certainement pas. En attendre autre chose, cela serait sombrer dans les pires illusions.

Les syndicats n'ont jamais été, ne sont pas irresponsables et ils le proclament assez haut ! Le caractère "bidon" des journées d'action qu'ils organisent est pleinement voulu. Ce dont ils ne veulent pas en revanche, c'est des luttes ouvrières véritables. S'ils développent et entretiennent ce type d'activité, c'est pourquoi ?

C'est en fait pour une raison toute simple ; ils ne peuvent agir autrement. Il leur faut se présenter comme les meilleurs défenseurs des ouvriers et, pour cela, employer un langage empreint de radicalité et de combativité alors que <u>dans les faits</u> ils s'opposent à la <u>lutte et exercent</u> leur capacité de canaliser le mécontentement, d'épuiser, d'enrayer et de briser tout élan de combativité ouvrière.

S'il y a un risque dont la bourgeoisie s'inquiète de plus en plus en imposant les mesures de plus en plus fortes d'austérité qu'elle est amenée à prendre face à la crise, c'est de voir surgir une vague de mécontentement social, c'est celui de nouvelles explosions ouvrières plus difficilement contrôlables encore que celles du printemps 79.

Si les "journées d'action" syndicales sont publicitaires, ce n'est pas par hasard de la <u>mauvaise</u> publicité car les tapageuses <u>proclamations</u> faites autour d'elles se ramènent à nous marteler ceci : "C'est ça, la lutte !" Leur rôle est clair : il est de démoraliser les ouvriers, de les démobiliser et de les détourner de toute lutte réelle.

Et cette fonction est renforcée par le déroulement même de ces journées. Au "ras-le-bol" qui ne peut qu'en résulter, le discours syndical revient à répondre : "Oui, la lutte c'est cela. Si ça ne vous plait pas, ce n'est pas la peine d'essayer de lutter !".

Ces "journées d'action" ne sont qu'une caricature des moyens utilisés par les syndicats pour saboter les luttes concrètes de la classe et démoraliser les ouvriers.

Les "actions à l'EDF" consistent en quelques coupures d'électricité qui évitent d'atteindre l'appareil productif, qui provoquent quelques ralentissements du métro qui, comme le dit à juste titre le gouvernement "ne font que gêner la population", c'est à dire les ouvriers qui restent dans la triste nécessité de se rendre à leur travail, mais ne perturbent pas le "bon fonctionnement de l'économie."

A travers cette parcellisation, on divise la classe ouvrière, on stérilise l'arme de la grève et on participe aussi à la préparation du renforcement de l'arsenal répressif contre cette arme (voir l'encart sur l'EDF dans ce journal).

Cette division, cette parcellisation des luttes, les syndicats les provoquent et les entretiennent depuis des mois à travers une multitude de petits conflits isolés qu'ils font péricliter en les enfermant, aussitôt surgis, dans le cadre de l'atelier, du bureau, de l'usine, de la corporation, pendant qu'ils font perdre des journées de

suite p.2

lire en page 6

corée : derrière la force militaire la faiblesse de l'Etat.

SOMMAIRE

75

M 2485-82-3 F

LOI PEYREFITTE

LA REPRESSION NE SE COMBAT PAS AU PARLEMENT

"PRENEZ LES LOIS FONDAMENTALES DES ETATS CONTEMPORAINS, PRENEZ LEUR ADMINISTRATION, PRENEZ LA LIBERTE DE REUNION ET DE PRESSE, PRENEZ "L'EGALITE DES CITOYENS DEVANT LA LOI", ET VOUS VERREZ A CHAQUE PAS L'HYPOCRISIE DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE BIEN CONNUE DE TOUT OUVRIER HONNETE ET CONSCIENT.

IL N'EST POINT D'ETAT, MEME LE PLUS DEMOCRATIQUE QUI N'AIT DANS SA CONSTITUTION DE BIAIS AUX RESTRICTIONS PERMETTANT A LA BOURGEOISIE DE LANCER SES TROUPES CONTRE LES OUVRIERS, DE PROCLAMER LA LOI MARTIALE, ETC."

(LENINE, "Le renégat Kautsky)



Entrainement de l'armée à la guerre civile dans un village.

la bourgeoisie renforce l'ensemble de ses forces de répression contre les luttes à venir sous des propagandes diverses dont celle sur l'"insécurité" et l'augmentation de la "criminalité".

●Le projet Peyrefitte de réforme judiciaire réduit le pouvoir des juges, renforce le poids des témoignages policiers en supprimant l'obligation d'instruction, il généralise les cas de flagrants délits en prétextant les supprimer, il supprime quasiment les circonstances atténuantes et aggrave les conditions de détention. En diminuant de moitié les condamnations de ceux qui peuvent indemniser leur victime, il affiche ouvertement qu'il y a 2 poids 2 mesures, une justice pour les riches et une pour les pauvres. Quant à la catégorie de nouveaux délits dits "de violence" contre quoi cette loi prétend sévir, ils sont suffisament flous pour s'appliquer aux luttes ouvrières.

Que cette loi ait un caractère ouvertement répressif, qu'elle soit une camisole anti-syndicale (lire anti-ouvrière) comme l'a proclamé Maire, cela aura été dit et redit par tout ce que la France compte de bons démocrates "de gauche". La loi attaque les travailleurs ? Quelle nouveauté vraiment ! C'est quoi la réalité pour les travailleurs, sinon l'attaque "légale" quotidienne de leurs conditions de vie. La bourgeoisie a-t-elle besoin de ses lois pour réprimer ? A-t-elle attendu les lois Bonnet-Stoléru pour expulser les travailleurs immigrés et utiliser la prison "illégale" d'Arenc ? A-t-elle attendu la couverture d'une loi Peyrefitte pour envoyer son arsenal répressif dans la moindre grève, multiplier ses charges de CRS dans la moindre manifestation ? La réalité, c'est déjà les détentions arbitraires, les emprisonnés du 23 mars et de Jussieu.

C'est ça l'esprit de justice et de démocratie qui anime tous ces bourgeois ; et lorsqu'un juge comme le juge Bidalou, plein d'illusions sur la justice, ose donner raison aux travailleurs immigrés en lutte contre la Sonacotra, on s'arrange pour le dessaisir de l'affaire. Il est vrai que la justice défend le"citoyen" et que le citoyen c'est celui qui vit dans la société bourgeoise dans le respect de son "ordre public" c'est-à-dire dans la soumission à la violence de l'exploitation, l'austérité et la misère, que sont dans l'illégalité ceux qui osent remettre en cause cet "ordre".

Le projet de loi Peyrefitte ne fait qu'exprimer plus ouvertement ce qu'a toujours été la justice et quels intérêts elle sert. Lorsque la gauche et les gauchistes se scandalisent de cette "attaque sans précédent contre les droits démocratiques les plus élémentaires et contre les libertés ouvrières", c'est pour une nouvelle fois paralyser l'action des ouvriers, entretenir la passivité et la docilité vis-à-vis d'une bourgeoisie que l'on va implorer à l'aide de pétitions et manifestations-kermesses, d'être assez aimable pour respecter le droit des ouvriers à détruire son système.

Quelle belle indignation de la part de ce choeur de démocrates contre une loi qui favorise la répression ouvrière ! Les militants du PS ont-ils oublié que c'est le socialiste Jules Moch qui a créé en 47 le corps des CRS ? Et ceux du PC auraient-ils oublié que leurs chers "camarades ministres" étaient au gouvernement en 45, que Tillon était ministre de l'air pendant que les avions français mitraillaient les révoltés de Setif, qu'ils étaient au pouvoir lorsque commence la guerre d'Indochine !

La gauche peut bien tenir un langage radical sur les lois répressives, elle a déjà montré dans le passé ses capacités de fidèle et sanglant défenseur de l'ordre capitaliste et elle le montre encore aujourd'hui dans sa propagande commune avec la droite sur la "sécurité" des individus.

Que la loi Peyrefitte soit votée ou non, la bourgeoisie a de toute façon toujours des lois d'exception contre classe ouvrière. Ce n'est pas dans la loi Peyrefitte que réside le danger mais dans le battage qui l'accompagne, dans cette psychose de l'insécurité que l'on crée de toute pièce pour renforcer les effectifs de police, habituer la population à une atmosphère de répression, aux rondes et aux quadrillages policiers; pour justifier aux yeux des travailleurs la nécessité de la répression et limiter leur réaction lorsque demain elle sera dirigée contre eux; pour entretenir un sentiment de panique et amener ainsi à accepter docilement l'austérité, la discipline et la militarisation du travail.

Bien plus que sa justice, c'est le renforcement de l'appareil répressif qui préoccupe la droite et elle peut compter sur le concours loyal de la gauche pour préparer le terrain face aux luttes à venir. En 78 la gauche avait mené une intense campagne sur le thème d'une "bonne police" pour asurer la sécurité des citoyens, pour la mise en place de l'ilotage et la création de commissariats et aujourd'hui encore, lors des débats sur la loi, affirme : "la sécurité est un grand problème. Nous, communistes, nous posons ce problème avec sérieux ... nous présen-

suite p.7

BARRE annonce la militarisation du travail

●"Les syndicats d'EDF qui ont décidé et appliqué les coupures de courant ont dévoyé le service public dont ils ont eu la charge par la volonté de la nation. En interrompant le fonctionnement normal de plusieurs hôpitaux, ils ont commis ou laissé commettre des actes graves pour la sécurité des personnes. De tels comportements sont inadmissibles de la part d'agents qui bénéficient de la sécurité de l'emploi, de la garantie du pouvoir d'achat et d'une protection sociale exceptionnellement élevée. Le gouvernement condamne de tels agissements que l'immense majorité des citoyens réprouve. Il veillera à ce que ces actes fassent l'objet des sanctions qui s'imposent."

C'est en ces termes que Raymond Barre s'adresse à la classe ouvrière après la grève du 12 juin à EDF. La brutalité du ton lui est coutumière. Mais il serait faux de croire qu'il s'agit d'une rodomontade de plus de notre cher premier ministre. Ses déclarations ne font que ponctuer les vociférations de tout ce que la France compte comme patrons -petits et grands- "responsables de l'économie" et larbins de plume et de micro du capital. L'offensive des médias est massive, l'argument est grossier : "la grève menace la vie des malades", alors que c'est la direction EDF qui a décidé de couper le courant de certains hôpitaux.

L'unanimité et la convergence des "protestations indignées" est significative : c'est une manoeuvre concertée.

L'enjeu de cette offensive? Préparer la militarisation d'un secteur essentiel de l'économie qui résume la fragilité générale de l'économie capitaliste face à la lutte de la classe qui produit l'essentiel de la richesse sociale. Tant que les feux de la reconstruction permettaient au capital d'accorder des miettes aux ouvriers et à lui-même une "coexistence pacifique", il n'avait pas conscience de cette fragilité. Quand la catastrophe économique met à l'ordre du jour préparatifs de guerre, austérité et luttes ouvrières, il lui revient de colmater les brèches et d'habituer l'ensemble de la société à une répression de plus en plus massive, à un contrôle de plus en plus totalitaire. Et pour ce fait, tous les arguments sont bons, tous les coups sont permis : "A bas ces privilégiés qui assassinent les malades!","A nous la loi SECURITE et libertés!"

Et aux syndicats qu'on admoneste on dit ce qu'il faut faire : "ne pas laisser faire". Et on connait assez bien leur sens "des responsabilités et de l'intérêt national" pour être persuadés qu'il ne "laisseront pas faire", quand la domination du capital sera réellement menacée.

Au prolétariat de ne pas se laisser intimider, de rejeter les divisions qu'on tente de créer en son sein, de dénoncer le chantage : tout pouce de terrain cédé se retournera contre lui, laissera le champ libre à une répression encore plus féroce et le rapprochera de son massacre par l'holocauste capitaliste. Chacune de ses ripostes sur un terrain de classe aggravera la paralysie du monstre capitaliste, préparera sa destruction et rapprochera le prolétariat de son émancipation.

F.M.

journées d'action

suite de la p.1

salaires à travers des actions parfaitement stériles organisées à l'échelle du secteur d'activité, de la région, de la nation, c'est-à-dire toujours à l'intérieur du cadre bourgeois et de la structuration capitaliste de la société.

Des ouvriers que l'on fait sortir de l'usine dans la rue et qu'on balade pour des "actions" sans perspective réelle, chacun derrière la bannière de sa boîte, la banderole et la manifestation de son syndicat, et dont on isole les luttes dans un cadre local pour empêcher toute extension, toute généralisation et toute manifestation de solidarité. Voilà ce que recherchent les syndicats!

Ils organisent des "journées contre la répression" alors que dans leur grève, les ouvriers du "Joint français" subissent l'occupation permanente de l'usine par la police en restant parfaitement isolés et que les nettoyeurs de Roissy doivent tous seuls faire face aux assauts des flics et des milices.

Ils organisent une "journée des travailleurs immigrés" où ceux-ci doivent défiler entre des jeunesses catholiques et des mouvements "antiracistes" ou "pour les droits de l'homme" alors que les nettoyeurs immigrés du métro n'ont pas eu l'appui du moindre débrayage à la RATP et que ceux de Roissy n'ont sur le terrain pas vu le moindre soutien à leur grève, chacun pendant plus d'un mois. C'est là le résultat du contrôle syndical sur les luttes.

Et la liste de tels exemples pourrait être allongée indéfiniment car partout l'action syndicale va dans le même sens et révèle même contenu :

la division et l'atomisation de la classe dans des spécificités catégorielles,

la démoralisation et l'absence de perspectives en ne laissant pour seul recours que le dévoiement sur le terrain bourgeois : le nationalisme et la défense de l'Etat ; naguère, la défense de "l'acier francais" ou de la "construction navale çais" ou de "la construction navale française", aujourd'hui le contrôle plus strict du salaire réel des salariés par l'Etat, sous couvert de "défense de la sécurité sociale", la "défense du secteur public" ou "nationalisé".

Toute action syndicale, toute initiative laissée aux syndicats, signifie affaiblissement des luttes ouvrières, toute action syndicale participe aux efforts de la bourgeoisie pour empêcher que les ouvriers ne se posent les vraies questions d'où ils peuvent tirer la conscience de leur force : Où va la crise du monde capitaliste? Quel est l'enjeu de leurs luttes? Comment défendre leurs intérêts propres? Comment constituer un rapport de forces pour la défense d'une autre alternative que la perpétuation de la misère capitaliste?

Y.D.

grève en cisjordanie

PCI (PROGRAMME COMMUNISTE) : UN PIED DANS LE BOURBIER NATIONALISTE

●"L'oppression coloniale perpétuée par Israël dans la région ne peut prendre fin que par la destruction totale du PRIVILEGE JUIF auquel est indissolublement lié l'Etat d'Israël. La destruction de ce privilège inséparable de l'oppression nationale et religieuse des populations palestiniennes est la condition indispensable à l'unification de la classe ouvrière de toute la région du Moyen-Orient, mais aussi de la classe ouvrière du Moyen-Orient et des métropoles impérialistes d'Europe, de Russie et d'Amérique".
("Le Prolétaire", n°309, mars 80)

"...la suppression de l'oppression raciale coloniale est en effet précisément la condition du développement en grand et sans entraves de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat."
("El Oumami" n°8, février 80).

Ainsi pour le PCI il s'agit de faire de la lutte "contre l'oppression nationale et religieuse" et de son aboutissement dans "la destruction totale du privilège juif", la condition première d'une lutte de classe authentique entre bourgeoisie et prolétariat.

N'en déplaise au PCI, si nous regardons sans nous couvrir les yeux des oeillères de la sacro-sainte "révolution démocratique-bourgeoise", la réalité des mouvements sociaux et de la lutte de classe dans cette région du monde, nombreux sont les événements qui viennent infirmer une telle vision.

Les prolétaires d'Israël sont juifs pour la plupart ("oppresseurs") et se battent contre l'Etat qui les exploite directement : l'Etat d'Israël. Ils ne devraient pourtant pas, puisqu'ils sont "privilégiés"!

Les prolétaires des pays arabes, ceux du Golfe par exemple, sont majoritairement palestiniens ("opprimés") et se battent contre l'Etat qui les exploite directement : l'Etat arabe. Ils ne devraient pourtant pas, si "l'ennemi principal, c'est encore l'Etat d'Israël"!

-Syrie : janvier-février 80 : alors que toute la presse ne mettait en avant que l'existence de mouvements fanatiques religieux à Alep, le pays est secoué par une agitation sociale, au sein de laquelle les grèves ouvrières se répandent.

-Au même moment, il y a des grèves en Irak contre les hausses de prix.

-Golfe Persique : succession de grèves longues et dures, en particulier depuis un an, chez les ouvriers des raffineries (dont la plupart sont palestiniens) : ces grèves débouchent très souvent sur des affrontements directs avec l'Etat.

-Israël : l'hiver 75 et à nouveau le début de l'année 77 voient des manifestations et des affrontements violents dans les quartiers ouvriers de Tel-Aviv. Ouvriers "juifs orientaux" et palestiniens sont côte à côte dans la lutte contre la misère perpétuée par l'état de guerre permanent. Aujourd'hui encore, bien que de manière sporadique, de tels mouvements se poursuivent.

La liste serait longue. Qu'importe! Tout cela échappe sans doute au PCI, pour qui le masque de la "libération nationale" fait passer sur un plan secondaire toute réalité de classe. Pour ces messieurs, qui tendent à oublier une fois sur deux que leur drapeau est celui de l'internationalisme, il existe d'abord dans cette région des "peuples opprimés" et des "peuples opresseurs".

Ce n'est pas la perpétuation du "privilège juif" qui est l'entrave essentielle au développement de la lutte et de l'unité ouvrière.

Là par contre où se trouvent les entraves les plus lourdes à une telle unification ouvrière, ce sont dans les mensonges sur les "tâches nationales" ou "spécifiques" de certaines fractions du prolétariat mondial, ce sont dans les illusions sur la possibilité d'abolir les effets de la barbarie capitaliste autrement que par la LUTTE DE CLASSE, ce sont dans les discours qui affirment : "l'ennemi, c'est l'autre pays".

Ces récents événements ont dévoilé la réalité de la situation dans les territoires occupés par Israël. L'agitation latente depuis des mois tend à devenir une révolte ouverte après la répression que l'Etat israëlien a fait déferler sur toute la région à la suite d'une série d'attentats. En même temps, le surcroit de militarisation qu'entraine le maintien de l'ordre en Cisjordanie, ajouté à la crise économique font qu'à l'intérieur, l'Etat israëlien doit lui aussi faire face au mécontement social qui n'est pas étranger aux secousses politiques internes de la bourgeoisie israëlienne. Ce sont toutes les populations du Moyen-Orient qui sont soumises à l'effort de guerre, et s'il le faut à l'état de siège et à la répression la plus systématique. Les mouvements d'occupation en Cisjordanie, les expropriations, le parquage en camps, les déchaînements policiers et militaires qui les accompagnent, ne sont pas le fruit d'un "privilège juif", mais expriment de la manière la plus caricaturale les conditions de survie du capitalisme aujourd'hui.

Il ne fait pas de doute que les palestiniens de ces zones ont représenté et représentent la population la plus sacrifiée aux besoins de l'impérialisme : que ce soit le besoin vital pour le capital israëlien de chercher à gagner du terrain en dehors de frontières nationales trop étroites, que ce soit la prétention des autres nations de la région sur ces mêmes zones, les palestiniens ont toujours été les victimes et les masses de manoeuvre de ces appétits rivaux.

Dans ce contexte, la situation des territoires occupés ne peut se traduire que par une révolte latente qui tend, comme lors des derniers événements, à mettre en mouvement toutes les couches de la population et à prendre la forme de véritables émeutes armées, ce d'autant plus que la poigne de fer de l'occupation israëlienne se durcit et que se creuse l'absence de toute possiblité de survie.

L'appel au soutien de la "cause nationale palestinienne" n'a servi jusqu'à aujourd'hui qu'à détourner l'agitation sociale, et ce dans tous les pays arabes de la région, vers "l'ennemi israëlien". Ce fut la politique de la bourgeoisie egyptienne lors des événements du Caire qui avaient mis en mouvement les populations ouvrières contre les hausses de prix, alors que des mouvements similaires se déroulaient en Israël même. Aujourd'hui à nouveau, ce n'est pas par hasard si les Etats d'Europe occidentale découvrent soudain le besoin de la reconnaissance de l'OLP. Cela constitue aujourd'hui le moyen de renforcer le bloc tout en canalisant le mécontentement social.

Lorsqu'aujourd'hui le PCI reproche à l'OLP et à la bourgeoisie palestinienne d'avoir renoncé au dessein de la destruction d'Israël, lorsqu'il en tire la conclusion que le prolétariat doit, à la tête de la résistance palestinienne en reprendre le flambeau, il ne fait rien d'autre qu'apporter sa pierre au dévoiement vers l'impasse nationaliste organisée par toutes les bourgeoisie aujourd'hui.

U.J.

la question raciale

"AU FOND DE LA MINE, ON EST TOUS NOIRS"

●Aux USA, les "noirs" de Miami se sont révoltés. Déclencheur immédiat : la répression étatique ouverte. Leurs émeutes étaient dirigées contre l'Etat, mais elles ont encore identifié celui-ci avec les "blancs".

En Afrique du Sud, les luttes "raciales" recouvrent tous les conflits : lycéens, ouvriers, sans travail... Ils sont presque tous noirs ou métis et l'Etat est à forte coloration blanche, ce qui ne facilite pas le dépassement du racisme.

A Bristol, en Grande-Bretagne, la police investit une "boîte" dans un quartier ouvrier : deux jours d'émeutes, blancs et jamaïcains confondus finissent par chasser la police. La bourgeoisie présente ça comme des "émeutes raciales".

LES NOIRS DU GHETTO DE MIAMI ACCEUILLENT LE PRESIDENT CARTER EN TOURNEE ELECTORALE : A COUPS DE BOUTEILLES ET DE DETRITUS.
LORS DE SA PRECEDENTE CAMPAGNE ELECTORALE, IL Y A QUATRE ANS, LES NOIRS DU "BRONX" L'AVAIENT ACCLAME.
CE CHANGEMENT EXPRIME LE TOURNANT DE L'ENSEMBLE DE LA SITUATION SOCIALE, AVEC LA PERTE DES ILLUSIONS ET L'AGGRAVATION DES CONDITIONS DE VIE.
QUE CETTE REVOLTE CONTRE L'ETAT NE SE COMPRENNE PAS COMME "NOIRE", ELLE FAIT PARTIE D'UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE DES EXPLOITES.

une oppression reelle, mais pas unique

C'est vrai que ce n'est pas un hasard si c'est dans les ghettos noirs des USA, comme à Miami, que les explosions sont pour le moment les plus violentes : une population entassée dans des quartiers qui tombent en ruines, un chômage qui touche 15% des noirs du ghetto de Miami, 60% des jeunes, soumis à une répression aveugle, qu'ils luttent ou non.

Ce n'est pas un hasard non plus si ce sont des noirs qui s'insurgent en Afrique du Sud : l'écrasante majorité de la population noire constitue les couches"inférieures", et les privilégiés sont presque tous blancs. Un noir n'y a droit à rien : ni à circuler dans le pays, ni à aller à "l'école", ni à faire grève... son seul droit c'est de travailler comme une bête et de subir la poigne de l'Etat de "l'apartheid".

La bourgeoisie est raciste. Les esclaves que son système a soit-disant "libérés" sont restés pour elle une race inférieure. Mais elle les a assimilés pour une bonne part à un nouveau type d'esclaves modernes : les prolétaires, ouvriers et chômeurs.

L'oppression des noirs en Afrique du Sud ou aux USA est plus forte que sur d'autres secteurs, mais, pour dure qu'elle soit pour ceux qui la ressentent dans leur chair, elle n'est qu'une question de degré : les ouvriers et les chômeurs, qu'ils soient blancs, jaunes, noirs ou rouges, n'ont fondamentalement aucun droit que celui de travailler et de se taire. La véritable apartheid du monde capitaliste, c'est celle-là. Si tu n'es pas né noir, c'est que tu es né bête. Partout la bourgeoisie considère la classe ouvrière comme une classe inférieure, faite pour subir, incapable d'autre chose. C'est toujours une "sous-humanité".

Lors de la dernière grève des mineurs aux USA en 76, un mineur disait, à ceux qui lui posaient la question du racisme: "au fond de la mine, on est tous noirs". Si la lutte contre le monstre capitaliste ne sait pas reconnaître les exploités des exploiteurs, la bourgeoisie peut se frotter les mains. Ces divisions ne servent qu'à elle, entretenant la dispersion et l'aveuglement de ceux qu'elle attaque. Si la classe ouvrière est mise au rang des exploiteurs, ou, selon sa couleur de peau, une partie d'entre elle, la révolte de tous les opprimés est vouée au massacre. Si les ouvriers juifs massacrent les ouvriers arabes, si les ouvriers catholiques massacrent les protestants, si les ouvriers noirs massacrent les ouvriers blancs, ou vice-versa, la bourgeoisie peut dormir sur ses deux oreilles. L'antagonisme fondamental, le seul qui porte en lui une issue, c'est celui qui oppose la principale classe productrice de richesses à celle qui les détient, une classe ouvrière internationale de toutes les couleurs, contre la bourgeoisie internationale de toutes formes.

l'évolution des conditions de lutte

Ne voir dans les révoltes d'Afrique du Sud et de Miami que des mouvements de "noirs", c'est ne pas comprendre le mouvement de fond de la société, qui met en branle toutes les couches qui n'exploitent pas, attaquées de front par celle qui exploite.

La tension qui monte dans les ghettos de toute l'Amérique, dont Miami a révélé l'exaspération, n'est pas un phénomène isolé : pendant que les ghettos noirs s'embrasaient dans Miami, les bateaux d'autres exclus, qui s'échappaient de l'enfer cubain pour retrouver le même aux USA, continuaient d'arriver au port. A ceux-là, l'Etat américain réserve le sort enviable d'aller s'entasser dans des camps. Les conditions y sont telles que de violents affrontements se sont produits entre immigrés et gardes à cause du barrage mis à leur sortie de ces camps.

Face à la menace des violentes luttes sociales que commence à déclencher l'aggravation de la crise économique du capitalisme, la bourgeoisie exacerbe tout ce qui peut encourager les divisions entre exploités. Les luttes raciales, si nous laissons faire, peuvent être exploitées par la bourgeoisie. Un des meilleurs exemples de réussite de l'idéologie bourgeoise sont les émeutes actuelles en Inde, où les autochtones massacrent les immigrés (étudiants en tête...). Entretuez-vous, et oubliez l'Etat. Quand ça deviendra trop gênant, il réprimera sans peine les deux côtés, comme il le fait actuellement.

Ce que la bourgeoisie craint par dessus tout, c'est que les problèmes soient posés en termes de classe, que l'unité des exploités se fasse comme cela s'est fait içi et là contre la répression.

Il est de plus en plus évident que les chômeurs des ghettos noirs ne sont qu'une partie des 7 millions de chômeurs américains. Qu'il y ait des chômeurs noirs ne les distingue pas des blancs dans les longues files d'attente des queues de chômage de Détroit ou de Boston, qui se sont allongées de 890 000 nouveaux chô-

suite p. 5

LA PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE

suite de la page 1

recherche effrénée de moyens toujours nouveaux de destructions et de meurtres massifs - chimiques, bactériologiques - battages bellicistes, propagandes d'embrigadement à la guerre. Du pape à Brejnev, de Giscard à Carter, de Marchais à Chirac, toute la bourgeoisie, parlant d'abris anti-atomiques et de stratégies nucléaires, est hantée par l'idée de la guerre. En effet, c'est l'inévitable aboutissement de la crise, c'est la seule réponse bourgeoise à la faillite de son monde, c'est la réalité qu'elle doit préparer.

Mais rien ne sert de se lamenter. Aujourd'hui, l'exacerbation des contradictions de l'"ordre" capitaliste se répercute nécessairement en une désagrégation des sociétés, en une déstabilisation générale de leurs assises. De plus en plus, le monde capitaliste va ressembler à un chaos, à un vaste Iran, dans les termes même qu'un Khomeiny énonçait récemment pour ce pays :

"Partout où se porte le regard, il n'y a que discorde et conflits dans le pays. Si ces luttes intestines continuent, elles détruiront à coup sûr le pays qui sombrera dans le néant."

C'est en effet une véritable trainée de poudre de révoltes et d'insurrections sociales qui se répand aux quatre coins du monde : les mois précédents c'était au Mali, en Tunisie, aux Pays-Bas, en Angleterre (Bristol) en Syrie, en Algérie, en Inde, en France. ...Depuis notre dernier journal, et tandis que l'état endémique de soulèvement s'installe au Salvador, de nouveaux incendies se sont allumés, aussi nombreux et répartis dans le monde : foyers aux Nouvelles Hébrides, en Inde encore **(Etat de Tripura), en** Guadeloupe, au Mexique, au Maroc, en Colombie, en Cisjordanie; brasiers flamboyants en Corée ou en Afrique du Sud, et même aux USA, à Miami et au camp de réfugiés cubains de Fort Shaffee. Chaque pas d'extension géographique de ces révoltes s'accompagne d'une *contamination* de couches de plus en plus vastes de la **population** : paysans, étudiants, sous prolétariat, ouvriers...

Ces explosions sociales, ces émeutes, ces insurrections dans lesquelles les luttes ouvrières ont plusieurs fois joué un rôle important, comme en Iran ou en Cisjordanie, sont une autre façon d'exposer la réalité présente du monde capitaliste, que la misère à laquelle partout elles répondent soit de la nature d'une oppression ethnique, raciale ou religieuse; de la privation des ressources vitales pour des paysans et d'autres couches sociales déshéritées, ou encore de l'exploitation salariale. De Suède en France, et de Turquie en Tunisie, la dissémination, la simultanéité à travers le monde des actions de grèves et plusieurs fois d'émeutes ouvrières contre la police et l'Etat révèle bien un mouvement ascendant de la lutte de classe prolétarienne, qui fait que la situation ne donne pas les mains libres à la bourgeoisie pour entraîner derrière ses chefs, et ses idéologies, les populations et surtout la classe ouvrière.

Ces révoltes traduisent, au niveau de la question sociale, le blocage du capitalisme et leurs causes profondes les guident de plus en plus contre l'Etat. Représentant central et gardien de l'"ordre" d'une société qui n'engendre que souffrances et sacrifices, misère et mort. Et cette réalité, la réalité de SA société, la bourgeoisie en administre la vérité par les voies les plus brutales. Par la répression la plus sanglante, comme en Corée, il lui faut mater, briser toute révolte. La situation mondiale se présente comme s'enfonçant de plus en plus dans le chaos, sans qu'une perspective se dessine clairement. Mais derrière l'anarchie qui en apparence semble régir l'activité de la société, des lois implacables amènent celle-ci soit à se consumer totalement dans un nouveau conflit généralisé, soit à opérer une transformation radicale des rapports que les hommes nouent entre eux.

Sa perspective révolutionnaire, le prolétariat, c'est la réalité des faits, ne peut qu'être long à la dessiner: parce qu'elle doit découler nécessairement de tout un processus complexe, dont les forces motrices travaillent **souterrainement**, ne se manifestent que sporadiquement avant de parvenir à maturité, et le chemin que parcourt le prolétariat avant d'imposer une situation révolutionnaire, ne se dessine clairement qu'après coup.

Sa perspective révolutionnaire, la classe ouvrière ne peut la développer que difficilement, parce que la réponse qu'elle peut offrir à la société face à la faillite du capitalisme est un problème énorme, à l'échelle de toute la refonte du monde ; parce que, classe dominée, exploitée, il ne lui est naturellement pas facile de faire progresser la conscience de son action ; parce que cette progression même est en outre handicapée par la formidable atteinte contre-révolutionnaire que la classe ouvrière a subie **après la défaite de sa précédente** lutte révolutionnaires des années 1917-1923. Cela se caractérise surtout à cette heure dans le fait que - le prolétariat ne commence qu'avec grande peine à se défaire de ses illusions vis-à-vis de la gauche, agent de la contre-révolution.

Seul le prolétariat, cependant, peut dresser la perspective révolutionnaire. L'effectivité de la montée présente de ses luttes atteste que la classe ouvrière conserve la pleine possibilité de le faire.

Produisant l'essentiel des "richesses" de cette société, son soulèvement interdit l'accomplissement de la guerre capitaliste. Même dans l'état où se trouve la lutte de classe, elle est pour le moment une entrave aux desseins guerriers de la bourgeoisie.

Parce que sa réalité sociale oppose au caractère disséminé, flou, des autres couches de la population victimes du capitalisme, celui de la concentration qui unit et centralise les intérêts; parce que de ce dernier fait justement, le caractère par nécessité organisé de sa réponse au capitalisme dispose le prolétariat à l'élaboration en son sein d'une alternative concrète à la banqueroute capitaliste; parce que, pour toutes ces raisons, le prolétariat est capable d'agir **comme une véritable** force sociale, comme une classe au plein sens **historique du terme**.

Au sein du chaos, que la crise du capitalisme développe chaque jour plus, les Etats contrôlent de moins en moins et imposent avec de plus en plus de difficultés, ce que l'ont appelle "la stabilité sociale". Si, devant faire face à la catastrophe de son système, la bourgeoisie traine, avec toujours plus d'ignominie, l'humanité dans la boue et le sang, cette catastrophe peut tout aussi bien être une chance historique formidable pour l'instauration du communisme, à condition que la classe ouvrière sache et puisse s'en saisir.

Cette chance est d'autant plus réelle pour le prolétariat que, pour la première fois dans son histoire de classe, et contrairement à l'époque de 1917-23, il peut être aujourd'hui en mesure de faire sa révolution avant de subir la saignée et l'harrassement de la guerre, contre cette guerre justement, préservant un potentiel de forces vaillantes et intactes qui lui permettront, bien plus vite et loin qu'après 1871 et surtout 1917, d'accomplir son énorme tâche révolutionnaire.

Mx

LA QUESTION RACIALE

(suite de la page 4)

meurs dans le seul mois de mai passé (en janvier, on recensait 1 200 000 chômeurs de plus en un mois aux USA)!

Les émeutes de lycéens en Afrique du Sud, malgré leur violence spectaculaire, ne sont pas non plus la seule caractéristique de la situation : des métis qui luttent pour avoir un emploi grâce à une "meilleure éducation". Les grèves dans l'industrie alimentaire, qui sont soutenues, par delà les divisions raciales, par la population noire et métis, le boycott total des bus qui ont augmenté de 30 à 100% sont d'autres signes de craquement dans l'édifice malgré la répression brutale. La sauvagerie des assassinats de gosses de 11 ans par la police officielle a le même bras que les licenciements massifs d'ouvriers pour fait de grève.

dépasser les divisions racistes

Ces conditions qui deviennent plus favorables au dépassement du racisme, on les retrouve à Bristol, où, toutes races confondues, c'est l'Etat qui était mis en question, en Afrique du Sud où "contrairement à ce qui s'est passé entre 76 et 78, on voit actuellement blancs, noirs, indiens ou métis organiser ensemble des actions de protestation" ("Le Monde"), aux USA, où les grèves mêlent les races.

Plus encore que les mouvements simultanés des exploités, c'est les luttes de la classe ouvrière qui reprennent, qui créent les conditions de dépassement du racisme. Le degré d'exploitation n'est pas secondaire du point de vue de la révolte qu'il engendre. Mais la rage ne suffit pas. A casser des portes, autant casser la bonne. Ce n'est pas en faisant confiance aux curés noirs, aux politiciens noirs, aux hommes d'affaires noirs que ceux qui subissent l'exploitation raciale pourront attaquer la racine du mal, mais en cherchant où est la force du côté des exploités. Il ne s'agit pas de s'attendrir sur la misère humaine, mais de chercher la porte de sortie. C'est par l'affirmation du mouvement de la classe ouvrière que passe un combat efficace et non larmoyant contre le racisme.

D'abord, parce que c'est une même condition que vit la classe ouvrière de toutes couleurs.

Ensuite, parce quec'est la seule classe qui ouvre la perspective de



disparition du racisme, comme de toutes les divisions, dans le communisme.

Seule cette classe peut amener le dépassement du racisme par l'instauration d'une société débarrassée de l'exploitation, de la guerre et de la misère.

Les "pauvres" ne s'en sortiront qu'en s'unissant. Parmi eux, les ouvriers, le prolétariat moderne constitue la fraction la plus puissante, la plus unie, la plus déterminée. Elle est la seule qui aie, depuis le début de ses luttes il y a deux siècles, montré qu'on pouvait construire un nouveau monde. La lutte de la classe ouvrière est le ciment de la lutte des exploités. La seule lutte conséquente et efficace contre le racisme c'est la lutte contre le capital.

DE LA RECONNAISSANCE DE L'UNITE DES EXPLOITES, ET DE L'AFFIRMATION DU PROLETARIAT COMME CLASSE PORTEUSE DE LA FORCE ET DE LA PERSPECTIVE DU COMMUNISME DEPEND L'ISSUE AUX PROBLEMES DES HOMMES "D'EN BAS". CELA PASSE PAR UN COMBAT DETERMINE ET CONSCIENT CONTRE TOUTES LES DIVISIONS, LE RACISME ETANT UNE DES PLUS UTILES A LA BOURGEOISIE.

D.N.

LE MINISTRE ET LES OUVRIERS

●Lundi 19 mai, 14 heures, porte de Renault-Billancourt... Un ouvrier en bleu de travail brandit un mégaphone et se met à parler en portugais : "Camarades ouvriers portugais, si vous voulez vous informer sur la situation économique, politique et sociale du Portugal, venez trouver le camarade de Oliveira, membre du Comité Central du Parti Communiste Portugais, député à l'Assemblée de la République."

Le "camarade" de Oliveira est un homme de petite taille, d'une soixantaine d'années, à la calvitie distinguée, vêtu très élégamment d'un complet de flanelle. Il tient d'une main un fume cigarette et de l'autre un petit sac à main en cuir très chic. Il a le sourire suffisant des vieux routiers de la politique bourgeoise. Il fait penser à un ministre...

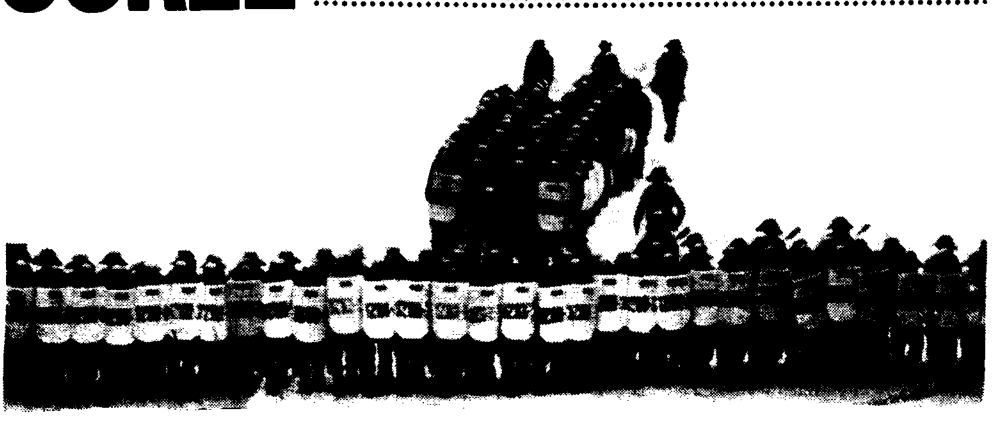
Le mégaphone continue : "L'année qui vient est très importante car il y aura des élections et vous pourrez vous exprimer... Venez voir le camarade Oliveira, membre, etc... ex-ministre des transports..."

On pouvait se fier aux apparences: l'homme qui est train de serrer la main avec beaucoup de condescendance aux ouvriers en un tableau qui évoque ces gravures de Daumier présentant des ouvriers tordant peureusement et respectueusement leur casquette devant un bourgeois boursouflé, cet homme qui essaie de récolter les voix de ces ouvriers immigrés est celui qui, il y a 5 ans, faisait envoyer les auto-mitrailleuses contre leurs frères de classe de la TAP (Transports Publics Portugais) et de beaucoup d'autres entreprises.

L'allégeance des ouvriers à leur exploiteur, voilà une scène que tous les capitalistes du monde rêvent de voir se perpétuer. Voilà une scène que la classe ouvrière devra faire oublier.

F.M.

COREE



Le matin du 27 mai, les forces armées du général Chon reprenaient le contrôle de la ville de Kwangju aux mains des insurgés depuis plusieurs jours. Elles n'ont rencontré qu'une faible résistance désespérée, n'ont subi que peu de pertes, mais par contre, elles ont assasiné de 500 à 2000 personnes, et procédé à l'arrestation sauvage de centaines de personnes.

Les forces de l'Etat coréen avaient attendu que les combats dans les autres villes et provinces de Corée du Sud se calment pour investir et réprimer sauvagement l'insurrection de Kwangju où le mouvement avait été le plus loin. Isolée dans Kwangju, la révolte ne pouvait qu'être écrasée. Le seul évènement qui ait eu un peu de poids contre la répression à Kwangju a été les grèves et les manifestations de solidarité dans le port de Mokpo distant de 100 km. Face à cette solidarité, l'Etat coréen était contraint de dépêcher une partie des forces militaires destinées à la répression de Kwangju. C'est seulement la généralisation de tels mouvements à l'ensemble de la Corée qui aurait pu empêcher la répression de Kwangju. Mais le mouvement qui a secoué l'Etat coréen et mis en état quasi-insurrectionnel 16 villes, n'était pas assez développé et uni pour que cela se réalise.

L'ensemble de la presse, des radios, en rendant compte des mouvements qui ont eu lieu en Corée, ne les ont décrits que comme des mouvements "pour la démocratie", spécifiques à un pays et même à une région. La réalité de ce qui s'est passé en Corée montre exactement le contraire.

DERRIERE LA FORCE MILITAIRE

luttes OUVRIERES et luttes pour la DEMOCRATIE

●Les ouvriers coréens savent ce qu'est la dictature militaire, ils en sont en fait les premières victimes dans un pays où la militarisation du travail et des usines est poussée à l'extrême. De plus, depuis quelques mois en particulier avec le développement très rapide de la crise économique en Corée, au travers des luttes qu'ils ont mené pour leurs salaires et leurs conditions de vie, ils se sont toujours heurtés à une répression très féroce de l'Etat. Mais si dans leurs luttes les ouvriers coréens ont toujours été contraints de s'opposer violemment à la dictature militaire, ils n'ont jamais confondu dans la pratique des luttes, la lutte contre la répression qui est un aspect essentiel de toute lutte ouvrière et la lutte pour la démocratie, touts intérêts et toutes classes confondues : bourgeoisie, couches moyennes, classe ouvrière dans un cadre nationaliste, pacifiste et pour l'ordre bourgeois.

Fondamentalement, l'instabilité de l'Etat coréen et les premières fissures de la dictature militaire n'ont pas été déterminées par des luttes pour la démocratie, mais par les luttes ouvrières et l'instabilité sociale générale sur un fond de crise économique qui se révèle aussi puissante et rapide qu'a été le développement économique "miracle" du capital coréen.

Si l'on suit le déroulement des émeutes qui ont secoué la Corée du sud depuis le début du mois de mai jusqu'à la répression de Kwangju, on voit que l'ensemble de la population et en particulier la classe ouvrière qui depuis des mois mène pourtant des luttes fortes, ne s'est pas jointe dès le départ aux mouvements des étudiants qui, s'ils sont décidés et courageux, comme ils l'ont prouvé, n'en sont pas moins très perméables aux illusions démocratiques et nationalistes agitées par la bourgeoisie.

"Le gros de la population reste à l'écart des manifestations, qui demeurent le fait des étudiants, bien qu'apparemment viennent s'y joindre un certain nombre de jeunes ouvriers. L'agitation ne s'en produit pas moins dans une période critique et les autorités craignent qu'elle ne serve de détonateur à des troubles plus graves: le chômage a augmenté et un nombre croissant d'entreprises doivent faire face à des demandes d'augmentation de salaires de la part de leurs employés qui organisent des grèves en marge des syndicats patronaux et leurs actions prennent parfois un caractère violent." (Le Monde, du 17 mai 80).

Si les ouvriers, les employés et les chômeurs n'ont pas participé directement aux mouvements pour la démocratie, quand ils ont participé directement au mouvement des étudiants, c'est pour s'opposer à la répression dont ceux-ci étaient victimes.

Ainsi à Kwangju, les émeutes ne se sont transformées en une véritable insurrection que quand la police et l'armée ont voulu écraser et réprimer dans le sang les étudiants. A ce moment, ce n'était plus les campus qui descendaient dans la rue, mais plus de 200 000 personnes qui allaient en trois jours chasser la police, les brigades anti-émeutes et l'armée.

L'attitude de la classe ouvrière en Corée durant le déroulement des événements ces dernières semaines démontre que la bourgeoisie avait raison de voir derrière les mouvements étudiants un mouvement social bien plus profond. Les ouvriers n'en étaient et n'en sont pas encore au point où ils puissent opposer un mouvement uni, conscient et organisé à la bourgeoisie, mais leur attitude montre qu'ils sont sur le seul chemin qui mène à la constitution de cette force sociale, en ne se laissant pas embrigader dans un mouvement national et démocratique, en poursuivant la lutte pour leurs propres intérêts et dans la mesure de leurs forces actuelles, en s'opposant à une répression dont ils sont en fait la cible principale.

la lutte pour une démocratie impossible, une arme de la bourgeoisie

L'opposition démocratique, en particulier par la voix de son principal leader Kim Dar Jung s'est opposée à toute expression directe du mécontentement dans la rue et à toute confrontation avec l'Etat en expliquant que tout mouvement direct de révolte ne pouvait que faire le jeu de l'armée qui n'attendait que ça pour enrayer le "processus de démocratisation" et renforcer ses pouvoirs.

"Le leader de l'opposition avait essayé une semaine avant son arrestation de calmer la nervosité des étudiants : Séoul avait connu des troubles avant même la déclaration de la loi martiale, et Kim Dar Jung avait exhorté publiquement tous les mécontents à ne pas descendre dans la rue et à attendre une réponse politique du gouvernement à leurs revendications." (Newsweek, 2 juin 80).

Contrairement à ce qu'affirme l'opposition démocratique, le renforcement de l'Etat et de la dictature ne peut se réaliser que sur la base de la docilité de la classe ouvrière. Le développement des luttes, de l'unité et de la conscience des ouvriers ne peuvent qu'affaiblir l'Etat coréen, saper la base de sa domination, approfondir ses contradictions internes et transformer sa force : son hypercentralisation en faiblesse, cela en l'attaquant et le harcelant de tous côtés.

L'Etat et la dictature ont en Corée comme partout ailleurs dans le monde appuyé leurs forces sur leur capacité à militariser l'ensemble de la société, le travail, cela dans une situation de puissant développement économique. La crise économique et la révolte du travail ont été et sont depuis plusieurs mois les seules forces qui ont commencé à saper les fondements de la puissance de l'Etat, commencé à ronger les racines mêmes de son pouvoir.

Dans un telle situation, le danger de renforcement de l'Etat que l'opposition démocratique met en avant n'est QU'UN RENFORCEMENT FORMEL QUI CACHE UN AFFAIBLISSEMENT REEL dû au développement de ses contradictions internes face à la crise et aux luttes sociales. En plus des actes de fraternisation entre soldats et insurgés que les derniers mouvements de révolte ont provoqué, on peut distinguer au delà des apparences que l'emprise absolue sur l'Etat que le général Chon a essayé d'imposer révèle en fait les contradictions et les faiblesses de l'armée et de l'Etat :

"les analystes disent que Chon a autant de détracteurs dans ses rangs que dans les rues. Un politicien a déclaré: il a tant d'ennemis chez les militaires qu'il ne se sentira pas en sécurité sans un pouvoir absolu". (Newsweek, du 2 juin 80).

Dès 77, la revue Newsweek en faisait le point de mire de son étude :

"A long terme, le régime pourrait bien provoquer des troubles à force d'écraser complètement tout opposition légitime du monde du travail. Si on continue à réprimer et à taxer d'anti-gouvernemental et de communiste toutes les revendications du monde du travail, remarque un expert de Séoul, le danger c'est qu'elles vont finir par devenir anti-gouvernementales. Alors la situation pourrait être réellement difficile à contrôler."

LA FAIBLESSE DE L'ETAT



C'est la conscience de ces réalités qui ont poussé la bourgeoisie américaine à faire pression sur l'Etat coréen et à pousser une fraction de la bourgeoisie pour aller dans le sens d'un "processus de démocratisation", et l'assassinat du général Park en septembre dernier s'inscrivait dans ces plans-là.

Le développement de la situation a montré que finalement un tel processus s'avérait irréalisable :

1) Parce que les militaires en place depuis des années ne sont pas prêts à lâcher le gateau du pouvoir, mais plus fondamentalement parce que la structure de l'Etat coréen est une structure militaire. Ce, à cause de ses propres faiblesses et parce que la crise et le développement de la lutte de classe le contraignent à une attitude de plus en plus répressive. Il suffit de considérer l'allure que prennent les démocraties du monde occidental pour comprendre que le "processus de démocratisation" en Corée ne se ramène finalement qu'à une seule réalité : détourner les ouvriers de leur combat en agitant sous leur nez la carotte d'une démocratie illusoire.

Aujourd'hui, ce n'est pas telle ou telle forme de l'Etat, démocratique ou totalitaire, qui face à la crise et à la lutte de classe est remise en question, ce sont les fondements mêmes de tout Etat capitaliste qui sont sapées, et ce sont les Etats les plus faibles et qui ont justement une forme totalitaire parce qu'ils sont les plus faibles qui commencent à craquer les premiers.

D'ailleurs, d'une certaine manière, la situation en Corée est une caricature de la situation et de la structure sociale du capitalisme japonais, en particulier au travers du fort développement économique basé sur des salaires très bas et sur la militarisation du travail, et ce qui se passe aujourd'hui en Corée laisse présager la situation qui pourrait se développer au Japon avec le développement de la crise mondiale du capitalisme, même si aujourd'hui la classe ouvrière japonaise est réputée chez les *capitalistes comme docile* et que le Japon n'est pas dominé par une "dictature militaire". En fait, c'est là que se trouve à terme l'avenir du mouvement ouvrier, en se développant en dehors et contre les frontières.

la lutte de classe en COREE et la question de la guerre

Les questions de la guerre et de la lutte de classe et de leur rapport réciproque ont au cours des derniers événements de Corée été particulièrement illustrés.

L'histoire et la place qu'occupe la Corée en Asie comme premier bastion militaire du bloc occidental (5ème armée mondiale) fait de la question de la guerre une question particulièrement présente en Corée.

Ce qui se passe actuellement illustre un aspect essentiel de la situation mondiale, montre comment le développement de la lutte de classe repousse et rend impossible tout développement d'une perspective de guerre. L'unité nationale, c'est à dire le prolétariat sacrifiant ses intérêts à ceux de la nation et obéissant à sa bourgeoisie, condition absolument nécessaire pour la guerre, n'est pas réalisée en Corée. Ce que la bourgeoisie appelle le "consensus national" est brisé. Une telle situation sociale dans un pays qui se trouve à la pointe de la question de la guerre en tant que place stratégique de la plus haute importance repousse d'autant la perspective de la guerre.

Si, pendant toutes ces luttes, la bourgeoisie libérale n'a pas cessé de répéter que les combats qui se livraient en Corée ne pouvaient que renforcer la puissance de l'armée, celle-ci , n'a pas cessé de répéter que ces combats mettaient en péril "la patrie" devant le danger (totalement non fondée par ailleurs) d'une invasion nord-coréenne. "Pour la démocratie", ne vous battez pas, "pour la patrie", cessez vos luttes, un seul et même son de cloche en fait, une seule et même idéologie de guerre, à laquelle sont restés sourds les combattants. En ce sens, les événements de Corée donnent le ton de la situation mondiale.

M.Prénat.

Rèunions publiques et publications du C.C.I.

AIX EN PROVENCE

Permanence le MERCREDI 16 JUILLET, de 18h. à 19h., au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

CLERMONT-FERRAND

Permanence le 2ème jeudi de chaque mois, à 14h., au Bar Galarie, rue Fontgiève.

LILLE

Réunion Publique le 26 JUILLET, à 14h.30, 23 rue Gosselet, sur le thème : "LES LECONS DE LA GREVE DE LA SIDERURGIE EN GRANDE-BRETAGNE."
Vente au marché de WAZEMMES, le DIMANCHE 6 JUILLET, de 10h.30 à 12h.

MARSEILLE

Permanence le VENDREDI 18 JUILLET au Bar "Les Danaïdes" (Canebière) 13001

NANTES

Vente au marché Talensac, le 2ème samedi du mois, de 10h.30 à 11h.30.

PARIS

AVIS :
LES REUNIONS PUBLIQUES de Paris se tiendront dorénavant les VENDREDIS soirs à 20h., et non plus les samedis.

Réunion publique le VENDREDI 18 JUILLET à 20h, au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage) sur le thème : "L'EFFONDREMENT DU CAPITALISME ET LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES."
Permanences tous les samedis sauf le samedi de la réunion publique, à 16h., même adresse (salle orange), sauf le samedi 28 JUIN.

SAINT-NAZAIRE

Vente au marché, le 2ème dimanche du mois, de 10h.30 à 11h.30.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 25 JUILLET à 21 h., 48 Place de la République, sur le thème : "EMEUTES AU SALVADOR, EN INDE, EN TURQUIE, EN COREE... : SEULE LA CLASSE OUVRIERE PEUT OUVRIR UNE PERSPECTIVE."
Permanences tous les vendredis sauf le vendredi de la réunion publique, à 18h.30, au Bar "Le Colbert", avenue de Saint Exupéry (Pont des Demoiselles).
Vente au marché aux légumes sur le boulevard de Strasbourg (près place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux puces (St-Sernin) le 2ème dimanche du mois de 10h.30 à 13h.

accion proletaria

*Ecrire à l'adresse comme suit : (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)*

internationalism

*PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)*

internationalisme

*BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles*

internacionalismo

*Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)*

rivoluzione internazionale

*CP 469
80100 Napoli (Italie)*

wereld revolutie

*Postbus 11 549
1001 Gn AMSTERDAM*

world revolution

*Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX*

weltrevolution

*écrire à l'adresse comme suit sans autre mention :
Postfach 410308
5000 Köln 41*

internationell revolution

*écrire l'adresse comme suit:
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm- Suède*

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :
- *la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;*
- *la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;*
- *la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.*

REVUE INTERNATIONALE N°22

-3ème Conférence Internationale des groupes de la Gauche Communiste internationale.
-Théories des crises (Marx, Lénine, Luxembourg).
-Allemagne de l'Est : crise et économie de guerre.
-Sur la publication de textes à propos de la guerre d'Espagne :
 -Bilan ("Contre-révolution en Espagne")
 -Union Communiste ("Chronique de la révolution espagnole").

BROCHURES

- **Nation ou classe**
- **Congrès de R.I. 78**
- **Organisations communistes et conscience de classe**
- **Les syndicats contre la classe ouvrière**
- **Plate-forme de R.I.**

INTERNATIONALISME N°41

-British Steel
-Sidérurgie: l'avenir qu'on nous promet
-Conventions collectives
-un plan pour les mines
-Troisième Congrès d'Internationalisme.
-Conférence des dockers
-Le PCI et les syndicats
-Organisation de la classe

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

*Abonnements couplés
12 numéros du journal et
4 numéros de la Revue Internationale*

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

*Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement*

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

*Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X Paris*

*Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267*

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

LOI PEYREFITTE

suite de la page 2

tons des propositions pour la prévention, la protection mais aussi la répression". (Pierre Juquin, Le Monde du 31 mai). "Il y a insécurité puisqu'on détourne la police de sa mission de protection de la population pour l'occuper à des tâches de répression politique" (Jospin, du Parti Socialiste).

Quelle insécurité? Celle issue de la crise d'un système qui pousse des millions d'ouvriers dans le chômage, et leur impose à tous une misère croissante? Celle issue de la décomposition sociale d'un monde pourri au contraste monstrueux entre "riches" et "pauvres", où sévissent des conditions d'existence si terribles que des hommes sont conduits à des actes désespérés ou aberrants ?

Quelle solution proposent-ils tous, de la gauche à la droite ? Mais de renforcer et de mieux utiliser la police, voyons !

Tout cela n'est qu'un sinistre alibi, en Italie, en Allemagne, de telles lois sont déjà passées... au nom de l'anti-terrorisme Le prétexte est différent, le résultat est le même : le renforcement des forces répressives, le quadrillage des quartiers ouvriers.

En faisant une telle publicité au renforcement de son arsenal répressif, la bourgeoisie donne d'abord un avertissement : ne troublez pas l'ordre social ou sinon... Mais en plus, elle voudrait faire croire que c'est dans l'intérêt des travailleurs pour les protéger. Pour les protéger contre quoi, contre qui ? Contre la barbarie capitaliste qui sécrète la "criminalité". La police a-t-elle jamais fait cela, elle dont la tâche est d'imposer les diktats de la bourgeoisie, c'est à dire encore plus de misère, encore plus d'austérité ? Le renforcement de la police s'est toujours fait aux dépens de la classe ouvrière.

Et que propose donc la gauche contre les lois Peyrefitte, mais le respect des lois voyons : les pétitions, les manifestations légales, les interminables débats parlementaires ! C'est à dire le respect de l'ordre capitaliste. Le prolétariat n'a jamais fait reculer la répression bourgeoise en la respectant, au contraire. Faut-il attendre que la grève soit légale pour faire grève ? La bourgeoisie prépare plus de répression pour imposer plus d'austérité.

A Longwy et à Denain la bourgeoisie a fait preuve d'une singulière mansuétude vis-à-vis des ouvriers arrêtés à la suite d'affrontements avec la police. Pourquoi ? Parce que la classe ouvrière a réussi à imposer un rapport de force suffisant pour faire reculer temporairement la bourgeoisie, et ce rapport de force ce n'est vraiment pas en respectant la légalité, en pleurnichant sur les mauvaises lois qu'elle a réussi à l'imposer, bien au contraire, c'est en luttant par delà le cadre légal que voulaient imposer les syndicats. La répression ne se combat pas au parlement mais sur le terrain de la lutte ouvrière : dans les usines et dans la rue. Face aux matraques policières ce ne sont pas des appels au respect de la légalité, ou à une loi plus douce qui seront d'une quelconque protection.

Le problème n'est pas que la bourgeoisie mette en place de "bonnes" ou de "mauvaises" lois, une "bonne" ou "mauvaise" police parce que pour les travailleurs, il n'y a pas de bonne police, de bonnes lois. Il n'y a que la misère et la répression imposées par l'Etat capitaliste qu'ils devront détruire s'ils veulent mettre fin à tous les crimes de la bourgeoisie.

G.



CONFERENCE

suite de la page 8

Imposées souvent par le jeu de la nécessité de l'UNANIMITE, les petitesses, les mesquineries de chapelle ont trop pesé sur la vie et le déroulement de ces conférences.

La dislocation de la 3ème Conférence a démontré dans la pratique la non viabilité de ces conférences qui partent du principe qu'elles n'existent EXCLUSIVEMENT que pour mettre en avant les DIVERGENCES et RIEN D'AUTRE.

Il est important de cerner et d'éclaircir les divergences entre révolutionnaires. Et c'est là effectivement UNE des fonctions de ces conférences. Mais elle n'est pas LA SEULE.

Les conférences constituent par leur existence même un cri de révolte des révolutionnaires contre l'éparpillement qui leur a été imposé par la contre-révolution. Elles ne peuvent vivre que si elles sont constamment traversées par d'une part la conscience que le mouvement vers le regroupement des révolutionnaires est un COMBAT permanent contre les sectarismes hérités du passé, d'autre part par la claire volonté de dire bien haut ce qui est COMMUN aux révolutionnaires et donc à l'ensemble de la classe.

Faiblesse numérique, isolement politique, ce sont là des caractéristiques de toutes les organisations politiques révolutionnaires actuelles. Malheureusement, ce sont des réalités sur lesquelles les révolutionnaires, avec toute leur meilleure volonté, ne peuvent avoir réellement prise.

Dans le capitalisme décadent, c'est seulement dans des périodes de grandes luttes ouvrières que les organisations politiques prolétariennes sont importantes numériquement et influentes politiquement. Or le développement des luttes ouvrières ne dépend pas de la volonté de ces quelques poignées de militants.

Par contre, l'éparpillement des groupes peut être efficacement combattu par la volonté des groupes eux-mêmes. Ici, la volonté consciente a un rôle beaucoup plus important.

C'est pourquoi le combat contre l'éparpillement des forces révolutionnaires est POSSIBLE. C'est pourquoi il doit être poursuivi en transformant les échecs momentanés en leçons et armes pour l'avenir.

Nous continuerons à fomenter des conférences internationales entre groupes révolutionnaires... qu'elles s'appelent 4ème, 5ème "conférences des groupes de la gauche communiste" ou pas.

Il n'y a pas d'autre issue possible si l'on veut que "l'avant-garde révolutionnaire" puisse être un jour autre chose qu'une somme de CHAPELLES.

Mais ces conférences auront su tirer les leçons de l'expérience passée.

Les conférences muettes sont mortes!

Que vivent des conférences politiquement responsables!

A PROPOS DE LA 3ème CONFERENCE

DEPASSER LE SECTARISME

LE TABLEAU D'ENSEMBLE QU'OFFRE CE QU'IL FAUDRAIT APPELER "L'AVANT-GARDE POLITIQUE ORGANISEE DU PROLETARIAT MONDIAL" N'EST PAS BRILLANT. MAIS TOUS LES ESPOIRS SONT PERMIS.

● Si l'on compte le nombre de militants regroupés par l'ensemble des organisations politiques, agissant en vue de développer la lutte pour la dictature du prolétariat, se revendiquant du marxisme comme théorie de cette classe, et rejetant comme bourgeois aussi bien les partis "de gauche" (PC , PS , trotskystes) que les Etats soit-disant "communistes", on arrive à un nombre absolument dérisoire. Les noms de ces organisations sont parfaitement inconnus de la quasi totalité de la classe, dont elles affirment être l'expression la plus avancée.

Mais cette "avant-garde" n'est pas seulement insignifiante numériquement et sans presque aucune influence politique sur sa classe.

Elle est en outre éparpillée en une constellation de mini-organisations jalouses de leurs spécificités propres, toujours prêtes à éclater en scissions et à se méfier des autres "concurrentes".

Pendant 40 ans, la contre-révolution sous ses visages "démocratiques", "fascistes" ou "staliniens" a isolé les révolutionnaires de leur classe et par là même les a isolés entre eux. Lorsque la classe ouvrière ne lutte pas, lorsqu'elle vit atomisée en une miriade d'individus solitaires, divisés, soumis, les révolutionnaires qui parlent de "dictature du prolétariat" au vrai sens du terme, ont tendance à passer pour des fous et à s'atomiser comme leur classe.

Du début des années 30 jusqu'à la fin des années 60, soit pendant près de 40 ans, les révolutionnaires ont été persécutés, isolés, éparpillés, réduits à des poignées d'individus groupés par dizaines içi et là.

Depuis 1968 de nouvelles générations sont venues grossir certaines de ces organisations ou bien ont formé de "nouvelles" organisations. MAIS L'EPARPILLEMENT, LES MULTIPLES DIVISIONS NE SE SONT PAS ESTOMPEES POUR AUTANT.

depuis 1968, les efforts de regroupement

Il y a eu des regroupements (le CCI en est un) mais il y a eu aussi des scissions, que ce soit dans le courant se réclamant de "la gauche italienne", que ce soit dans le courant conseilliste, ou dans le CCI.

Depuis 1968 il y a eu à plusieurs occasions des tentatives organisées pour tenter de lutter contre cet éparpillement.

En 1969 se tenait à Bruxelles une rencontre internationale organisée principalement par le groupe ICO (Informations et Correspondance Ouvrière, aujourd'hui disparu). Pendant deux jours, dans un désordre indescriptible, des débats ont eu lieu entre des organisations et des éléments qui allaient des anarchistes et de Cohn Bendit au CCI et Paul Mattick, en passant par le groupe "anarcho-communiste" Noir et Rouge (aussi disparu depuis). Elle n'eut pas d'autre suite que quelques rencontres au niveau presqu'uniquement national en France.

Au début des années 70 il y eut les rencontres et conférences qui ont abouti à la constitution du CCI. Puis des rencontre partielles içi et là regroupant très peu de groupes et sans suites.

Depuis 1976, il y a maintenant 4 ans, il y a eu les conférences des "groupes de la gauche communiste", dont le groupe en Italie Battaglia Communista prit l'initiative. En 1977 se tenait une première conférence. N'y participaient physiquement que deux groupes : B.C. et le CCI. Fomento Obrero Revolucionario (France-Espagne) et la Communist Workers Organisation (CWO, en G.B.) s'y étaient associés mais avaient été empêchées de se rendre à Milan. On peut se reporter aux compte-rendus qui ont été publiés. Et pour la seconde Conférence, un plus grand nombre de groupes ont participé. Outre B.C. et le CCI, y ont participé le CWO, le Nucleo Communista Internazionalista (NCI) et "Il Leninista", tous deux d'Italie (1), le groupe "Für Communismen" de Suède (2) et le FOR qui ne vint que pour faire une déclaration expliquant pourquoi il ne voulait plus participer à ces conférences. Le groupe "Travailleurs Immigrés en Lutte" (TIL) de France et d'Algérie s'associa à la Conférence mais ne put y participer pour des raisons de clandestinité.

Pour préparer la troisième Conférence (la seconde ne le fut pas) un "comité technique" fut créé qui travailla avec des délégués de cinq groupes : BC, CCI, NCI, Il Leninista et CWO.

Pendant plus d'un an, ce "comité technique" fixa l'ordre du jour de la troisième Conférence, adressa les invitations et publia, en langue française, deux bulletins de préparation avec des contributions des différents groupes.

Enfin, en mai 80 se tint la 3ème Conférence. Y ont participé physiquement outre BC, CCI, NCI, CWO, le "Groupe Communiste International" (GCI, Belgique, France), et "l'Eveil Internationaliste" (France). Le TIL envoya des contributions écrites. Par ailleurs un groupe américain, le Marxist Workers Group s'y associa et devait envoyer un délégué qui fut empêché à la dernière minute.

le sectarisme permanent

En s'ouvrant, la troisième Conférence pouvait constater que le développement de l'ECHO de cet effort de confrontation organisée entre groupes révolutionnaires n'avait cessé de s'aggrandir.

Au delà de la Conférence elle-même et des groupes qui la formaient, il est apparu clairement que ce genre de travail correspond à une NECESSITE REELLE de plus en plus ressentie dans le milieu révolutionnaire international. Les trois Conférences ont constitué l'effort de regroupement le plus sérieux depuis des années, malgré ses énormes faiblesses, lacunes et impuissances.

Et pourtant, la troisième Conférence a abouti à une dislocation. A la dernière minute de la Conférence (les délégués du NCI étaient déjà partis), BC a posé comme condition à la poursuite de sa participation l'adoption d'un nouveau critère concernant "la question du parti". CWO l'a suivie. Le CCI a refusé l'adoption d'un tel critère expliquant qu'une telle adoption impliquerait :

- la supposition que la question avait été tranchée par la Conférence, alors que le débat sur cette question n'a été qu'effleuré à la première conférence.

Les travaux des Conférences ne justifiaient nullement qu'une telle discussion puisse être considérée comme close.

-qui plus est, le débat sur la question du rôle du parti révolutionnaire, question qui touche à des questions aussi graves que les leçons à tirer de l'écrasement de l'insurrection de Kronstadt en Russie en 1921 (30 000 morts) par l'armée rouge commandée par le parti bolchévique, ce débat crucial pour les combats de demain est un des plus importants que doive aborder l'ensemble des groupes révolutionnaires.

Interdire ce débat AU SEIN de la Conférence, par l'établissement d'un critère sélectif sur cette question, constituait un sabordage de la Conférence et de son rôle essentiel aujourd'hui : constituer un lieu, un cadre et un point de référence pour l'indispensable travail de regroupement que doivent entreprendre les révolutionnaires.

Nous n'entrerons pas dans les détails du déroulement de la Conférence. Celle-ci a été disloquée dans les faits par ce qu'il faut appeler une manoeuvre.

Pour les détails, les lecteurs pourront se référer aux compte-rendus que nous publierons prochainement avec d'autres textes.

Ce qui nous importe ici, c'est de tirer les leçons de cette expérience et tenter de tracer des perspectives pour la continuation du travail de regroupement.

la responsabilité des revolutionnaires

Au moment où l'économie capitaliste connait les premiers symptômes d'un violent effondrement au niveau mondial (dans le seul mois de mai il y a eu 890 000 chômeurs de plus aux USA !), au moment où se préparent des combats sociaux gigantesques dans tous les pays, des luttes où la classe des exploités va s'attaquer au pouvoir établi, "les organisations révolutionnaires prolétariennes" continuent d'entretenir entre elles des rapports complètement marqués par le poids de la période des années d'isolement dans la contre-révolution.

La 3ème Conférence en a été une manifestation évidente. Avant de se "dissoudre" par le sabordage de certaines organisations, la 3ème Conférence s'est avérée incapable d'ouvrir la bouche sur une question aussi fondamentale et brûlante que le danger d'une troisième guerre mondiale. Tout comme aux Conférences précédentes, BC et CWO ont refusé de signer quoi que ce soit en commun avec des "spontanéistes".

Lors de la 3ème Conférence, le CCI proposa l'adoption d'une déclaration sur la menace de guerre et sur l'attitude des prolétaires face à elle. L'ensemble des groupes la refusa. Leur refus ne reposait pas sur un rejet du contenu fondamental de la résolution, proposée par le CCI à l'ensemble de la Conférence ; tous les groupes participants partageaient aussi bien la conscience de la gravité de la situation mondiale que l'analyse de l'attitude à avoir et à préconiser face à toute guerre entre les puissances.

Non, leur refus reposait surtout sur une opposition à avoir une quelconque pratique politique avec des groupes avec lesquels ils ont des divergences importantes.

Cet esprit qui consiste à TOUJOURS faire passer en avant QUELQUE SOIT LA SITUATION ses particularités A SOI, ce refus systématique de ce qui est commun à d'autres organisations de peur de perdre son existence, cet esprit-là a toujours eu un nom dans le mouvement ouvrier : LE SECTARISME, l'esprit de secte.

Et c'est là la principale faiblesse qui a caractérisé les conférences de la Gauche Communiste.

Du début jusqu'à la fin, BC a défendu l'idée des conférences "muettes", qui ne se prononcent pas. Pas même sur les divergences existantes! Car ce serait déjà "faire quelque-chose ensemble".

Le silence de ces conférences fut la plus typique expression de l'impuissance du sectarisme colporté par certaines organisations.

suite page 7

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

● *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

● *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

● *Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

● *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

● *Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

● *Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.*

● *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

● *Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".*

● *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

● *NOTRE ACTIVITE*

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.